



La Plateforme des Organisations Haïtiennes des Droits Humains (POHDH) a dans une lettre adressée au ministre de la santé publique, exprimé sa préoccupation face à la situation de paralysie qui frappe depuis plus de 2 mois le l'Hôpital Notre Dame de Petit- Goâve.

Cette situation constitue « une violation des droits humains les plus fondamentaux à savoir, le droit à la santé et à la vie », a déclaré la POHDH.

L'organisation déplore que jusqu'à date aucune solution n'a été trouvée en vue de mettre fin à cette situation, où environ 80 employés de l'Hôpital sont en grève pour réclamer entre 18 à 20 mois d'arriérés de salaire.

La plate-forme attire l'attention sur le fait que cet hôpital public dessert au moins cinq départements du pays (l'Ouest, le Sud, le Sud'Est, les Nippes et la Grand'Anse) et est une référence à travers le pays.

« La situation qui y règne ne manque pas de faire des milliers de victimes collatérales parmi les patients-tes qui se retrouvent soudainement dans l'incapacité d'être soignés-es », souligne l'organisation.

Plus loin, la POHDH dénonce également le « népotisme et le favoritisme » qui sévissent au sein de cet hôpital qui se trouve en ce moment abandonné n'ayant plus ni directeur médical, ni administrateur, ni médecins.

Aussi, l'organisation exhorte la ministre à prendre les dispositions en vue de renforcer le fonctionnement de l'hôpital et l'effectivité de ses services, tout en l'invitant le MSPP à mettre en place une commission capable de résoudre le problème et de rétablir au plus vite le bon fonctionnement de l'hôpital.